



**ERA
Training
Event**

La protection de l'eau par le droit pénal

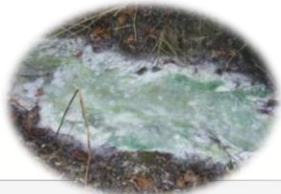
Cyril Lacombe,
Procureur de la République
Tribunal judiciaire de Poitiers (France)
Membre du Réseau des procureurs européens
pour l'environnement




Co-funded by the
European Union

1





**ERA
Training
Event**

- Infractions pénales liées à l'eau:
principales caractéristiques et
modus operandi
- Enquêtes, poursuites et jugements





2

Plan de l'intervention

- 1/ Eléments de contexte
- 2/ typologies des pollutions des eaux
- 3/ stratégies d'enquêtes
- 4/ Orientations pénales



With the contribution of the LIFE financial instrument of the European Community

3

Cadre européen

- La directive cadre sur l'eau 2000/60/EC
- Direct. no 2006/118 du Parlement européen et du Conseil, 12 déc. 2006, JOUE, no L 372, 27 déc., sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration
- Direct. no 2015/1787 de la Commission, 6 oct. 2015, JOUE, no L 260, 7 oct. Eau de consommation humaine
- Direct. no 2006/7 du Parlement européen et du Conseil, 15 févr. 2006, JOUE, no L 64, 4 mars, concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade et abrogeant la directive no 76/160
- Direct. no 2009/123 du Parlement < européen > et du Conseil, 21 oct. 2009, JOUE, no L 280, 27 oct.) pollutions marines



Co-funded by the European Union

4

Cadre national

- **Code de l'environnement**
 - [L432-2](#) issu de la loi pêche
 - [L218-73](#) pollution maritimes
 - [L216-6](#) issu de la loi sur l'eau
 - [R216-8](#) : contravention effluent agricole
 - [R211-25](#) : rejet boues station épuration
 - ICPE
- **Code de procédure pénale**




Co-funded by the European Union

5

Plan de l'intervention

1/ Eléments de contexte







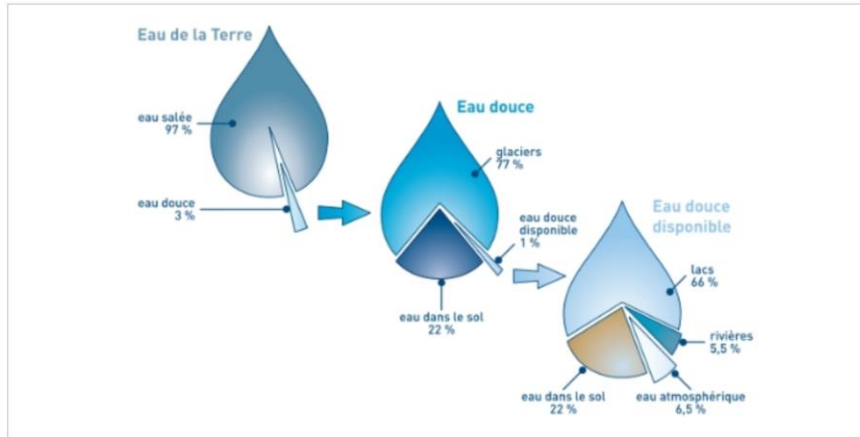




With the contribution of the LIFE financial instrument of the European Community

6

Rappels: la disponibilité en eau



Co-funded by the European Union

7

Les besoins en eau domestique et en eau dits "virtuels"

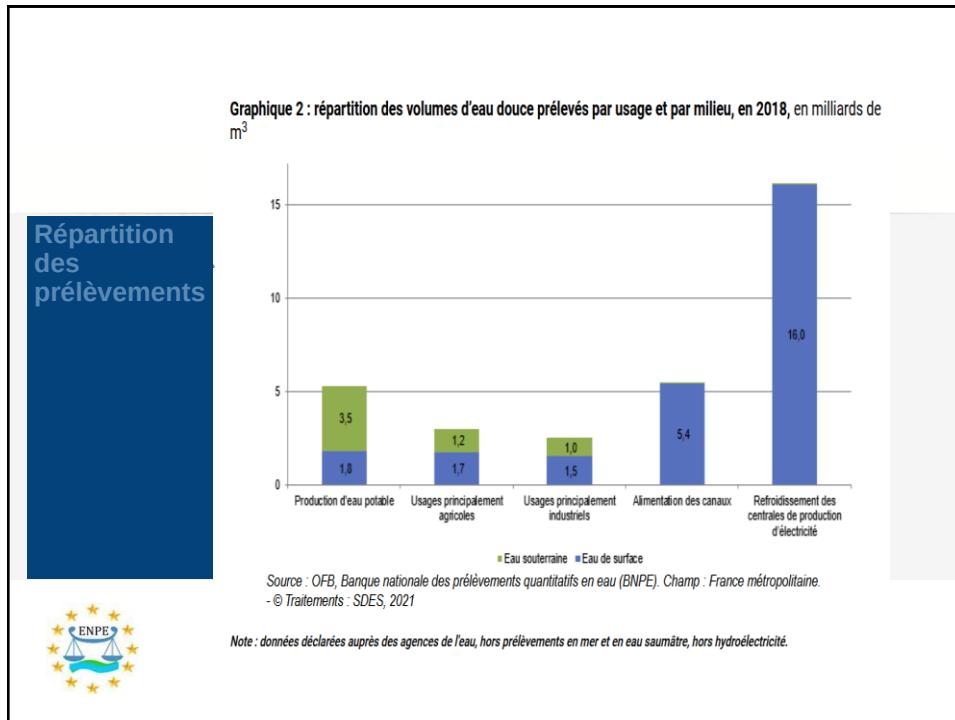
1% en boisson,
6% en repas,
8% en divers (jardin, voiture)
13% en linge,
21% en sanitaire,
40% en hygiène corporelle,
11% en vaisselle.

Pays	Consommation	Source
États-Unis	250 et plus	(cieau)
Canada	250 et plus	(cieau)
Japon	250 et plus	(cieau)
Australie	250 et plus	(cieau)
Suisse	250 et plus	(cieau)
Finlande	160 à 250	(cieau)
Italie	160 à 250	(cieau)
Espagne	160 à 250	(cieau)
Portugal	160 à 250	(cieau)
Corée du Sud	160 à 250	(cieau)
Suède	160 à 250	(cieau)
Grèce	160 à 250	(cieau)
Danemark	130 à 160	(cieau)
Royaume-Uni	130 à 160	(cieau)
Autriche	130 à 160	(cieau)
France	130 à 160	(cieau)
Luxembourg	130 à 160	(cieau)
Irlande	130 à 160	(cieau)
Allemagne	130 et moins	(cieau)
Pays-Bas	130 et moins	(cieau)
Belgique	130 et moins	(cieau)
Hongrie	130 et moins	(cieau)
Bulgarie	130 et moins	(cieau)
Pologne	130 et moins	(cieau)
République Tchèque	130 et moins	(cieau)
Asie	50 à 100	(cieau)
Amérique latine	50 à 100	(cieau)
Afrique sub-saharienne	10 à 20	(cieau)

En litre par habitant



8



9

Plan de l'intervention

2/ typologies des pollutions des eaux

- Types de pollutions
- Constructions illicites et prélèvements illicites
- Pollutions marines



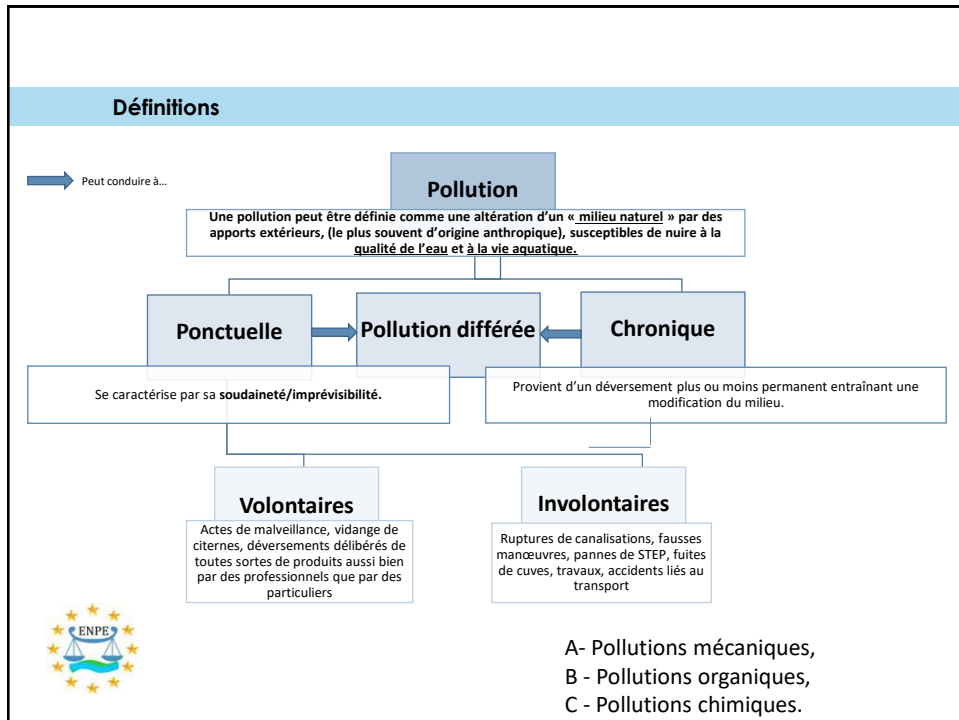




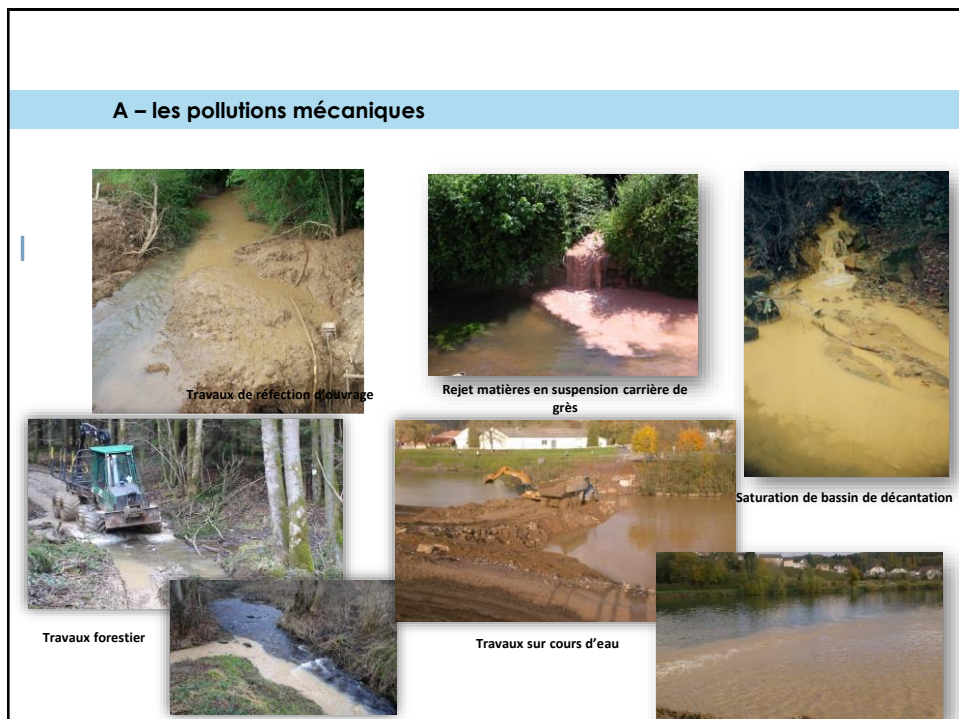


 With the contribution of the LIFE financial instrument of the European Community

10



11



12

B- les pollutions organiques



Laiterie



Abattoirs

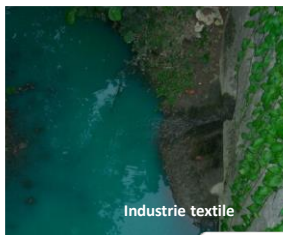


Lisiers

Ecoulement STEP
urbaineEcoulement de boues
d'une STEP d'une laiterie

13

C- les pollutions par substances chimiques



Industrie textile



Industrie textile



Teinturerie



Hydrocarbures



Cuve d'azote et traitement herbicide



Traitement herbicide

14

Les constructions et les prélèvements illicites



Détournements de cours d'eau



15

Les pollutions marines



16

Plan de l'intervention



3/ stratégies d'enquêtes



With the contribution of the LIFE financial instrument of the European Community

17

Stratégies d'enquête



- Eléments de preuves
- Services compétents
- Experts
- Synthèse et finalisation du dossier



With the contribution of the LIFE financial instrument of the European Community

18

Enquête: Les éléments de preuve

tracer une pollution

Points de références

AMONT



Méthode de diagnostic la plus courante :

Mettre en évidence le dommage par **comparaison amont / aval**

AVAL



19

Les prélèvements

- Le principe de la liberté de la preuve laisse la libre appréciation aux agents verbalisateurs de procéder ou non à des prélèvements d'échantillons.
- La preuve de l'infraction du délit pollution peut être rapportée par tous moyens et n'est pas subordonnée à la réalisation de prélèvements et d'analyses d'eau, de poissons ou de sédiments.
- Les prélèvements et analyses ne doivent être effectués que s'ils sont nécessaires à la manifestation de la vérité. Si l'origine et la nature de la pollution sont nettement déterminés, si le procès-verbal relate de façon précise les constatations des agents, s'il comporte une (ou des) note(s) scientifique(s) et référencée(s) de l'impact du polluant sur les milieux aquatiques, et des photographies en couleurs et tous autres documents y afférents, la procédure ne souffrira pas la contestation des magistrats en l'absence de prélèvements.

Exemple



+



+



=



Mortalité

Pollution par substances toxiques

FDS du produit

Prélèvements

20



Elements de preuves dans les procedures de prélèvements indus

- Révélation des faits/information de l'autorité judiciaire
- Autorisation d'exploitation (ICPE)
- Circonstances de réalisation du dommage
- témoignages
- Durée des prélèvements
- Quantités prélevées
- Auditions
- Impact et risques sur l'environnement et la biodiversité




Co-funded by the European Union

21



Elements de preuves dans les procedures de pollutions des eaux

- Nature et type de pollution
- Prélèvements et témoignages
- Photos, videos, drones
- Auditions
- Risques environnementaux
- Préjudices écologiques
- Cadre juridique
- Situation juridique et financière du mis en cause




Co-funded by the European Union

22



Evaluation des éléments de preuves: recours à des expertises

- Répertoire des preuves/mise en perspective du préjudice
- Échanges avec les services d'Enquête spécialisés
- Recours à des experts/cadre juridique (bilan coût/avantage)




Co-funded by the European Union

23



Services compétents

- Identification du service compétent pour ce type d'infractions
- Co-saisine avec un service d'Enquête judiciaire
- Mise en place de structures de coopération pérennes (comités opérationnels administratifs/judiciaires)



OFB
OFFICE FRANÇAIS
DE LA BIODIVERSITÉ




Co-funded by the European Union

24



Criminalité organisée

- Type d'infraction et origine des désordres
- Co-saisine avec un service d'Enquête judiciaire à compétence nationale
- Outils de l'entraide pénale (police/justice)
- Agence de coopération
- Réseau judiciaire européen





Co-funded by the European Union

25



Synthèse de l'enquête

- Passer en revue les éléments de preuves
- Auditions : témoins, victimes, mis en cause
- Éléments patrimoniaux
- Présentation du dossier à la défense
- Choix de l'orientation procédurale




Co-funded by the European Union

26

Plan de l'intervention



4/ Orientations pénales



With the contribution of the LIFE financial instrument of the European Community

27

Orientations pénales



- Critères de choix
- Types d'orientations
- Objectifs poursuivis



With the contribution of the LIFE financial instrument of the European Community

28



Intérêts à prendre en compte

- Intérêts de la victime
- Mesure de restitution/reparation du dommage
- Capacité de jugement dans des délais raisonnables
- Politique pénale de la juridiction/service




Co-funded by the European Union

29



Orientations pénales

- Classement/transaction pénale
- Alternative aux poursuites/régularisation
- Plaider coupable
- Convention judiciaire d'intérêt public
- Audience pénale




Co-funded by the European Union

30



Audience pénale

- Audience dédiée
- Spécialisation des magistrats
- Témoignages des services d'Enquête
- Auditions des experts
- Justification de la peine proposée




Co-funded by the European Union

31



Exécution des peines et mise en oeuvre des sanctions /mesures

- Services compétents pour l'exécution des peines et des sanctions
- Surveillance des remises en état
- Communication/presse
- Association de protection de l'environnement




Co-funded by the European Union

32



**ERA
Training
Event**

Merci pour votre attention

**Cyril Lacombe,
Procureur de la République
Tribunal judiciaire de Poitiers (France)
Membre du Réseau des procureurs européens
pour l'environnement**

Co-funded by the
European Union